



Juil. 2012

6 euros de plus par mois.

SMIC, SALAIRES: **LE COMPTE N'Y EST PAS!**

6 euros de plus par mois, c'est ce que touche en plus un smicard depuis le 1^{er} juillet (inflation déduite). Une véritable aumône que détruiront bien vite les hausses des prix des services publics déjà annoncées ou pas (gaz, SNCF notamment) ... voire même l'augmentation de la CSG à laquelle réfléchit actuellement le gouvernement.

La première constatation que l'on peut faire, c'est qu'au nom du "réalisme économique", le gouvernement a cédé au MEDEF.

Non seulement le SMIC augmente très peu mais son augmentation n'aura pratiquement pas de conséquences sur les autres salaires.

Pire, le gouvernement - sous couvert de concertation sociale associant patronat et salariés - a remis à l'ordre du jour la réduction du "coût du travail" chère à Nicolas Sarkozy.

En clair, il va s'agir de baisser les salaires pour rendre les entreprises davantage compétitives sur les marchés capitalistes.

Ce serait notamment l'objet d'une nouvelle hausse de la CSG (contribution sociale généralisée) que paieraient les salariés pour diminuer les cotisations patronales.

Non, le travail n'est pas un coût, c'est une richesse.

Derrière ces annonces et ces projets, il y a la vie des gens.

Celle des chômeurs qui ne parviennent plus à retrouver un emploi décent, celle de centaines de milliers de salariés et leurs familles qui ne parviennent plus à boucler les fins de mois.

Est-ce un hasard si les principaux postes de dépenses en baisse en France sont les vacances, le remplacement des voitures, l'alimentation?

Le gouvernement aura bonne mine ensuite de déplorer les faillites des PME-PMI, les plans de suppressions d'emplois dans l'industrie automobile!

A l'inverse, une forte augmentation des salaires aurait des effets bénéfiques pour toute notre société.

· Davantage de salaire, c'est davantage de ressources pour la Sécurité sociale, nos retraites, les finances publiques.

· Davantage de salaire, c'est une consommation accrue pour répondre à nos besoins. Cela appelle davantage de production de biens donc des créations d'emplois.

Il s'agit donc bien pleinement d'une question de société et d'un choix politique.

Un choix politique qui doit s'attaquer au capitalisme

Il n'y a pas de "troisième voie".

MANIFESTATIONS DE LIESSE SUITE
À L'AUGMENTATION DU SMIC DE 2%



Soit on s'attaque au capitalisme, soit on ne s'y attaque pas. Il est alors illusoire de vouloir "que la gauche réussisse".

Non seulement le "mieux que rien" n'a jamais été un bien mais les expériences passées ont toutes abouti aux désillusions, au sentiment d'impuissance et au repli sur soi et, au bout du compte, au renforcement de la droite et de l'extrême-droite.

La réussite pour les communistes passe par:

- une forte augmentation du SMIC
- le retour à l'échelle mobile des salaires (l'augmentation du SMIC se traduirait ainsi par une augmentation de tous les salaires)
- la remise en cause des traités européens et de l'euro qui, imposés aux peuples, de Grèce en Italie en passant par Chypre, visent à interdire toute perspective politique sérieuse de changement.

COÛT DU TRAVAIL EN EUROPE?

TVA "sociale", CSG: même conséquence, même combat.

Pour baisser le coût du travail, Nicolas Sarkozy avait prévu d'instaurer la TVA sociale.

Une TVA dite "sociale", payée par les consommateurs en France, qui permettrait de baisser les cotisations sociales - un peu pour les salariés - beaucoup pour les entreprises.

L'augmentation de la CSG aurait le même objectif. Payée par les salariés et les retraités, elle permettrait de diminuer les cotisations patronales.

Au bout du compte, un seul objectif: réduire le "coût du travail".

Mais c'est justement ce qu'ont fait tous les pays européens avec les résultats que l'on connaît en Grèce, en Italie, en Espagne ... où la consommation et l'industrie se sont effondrées.

C'est justement la politique qui a été appliquée en Allemagne où de réductions de charges patronales en baisse de salaires et d'indemnités sociales, le pays est parvenu à renforcer ses exportations ... en direction des pays où la consommation est encore existante.

Non seulement des centaines de milliers de salariés allemands sont devenus des "travailleurs pauvres" (c'est à dire qu'ils ne parviennent plus à vivre de leur salaire - au sens des normes européennes) mais cette politique a des limites évidentes.

Cela ne marche que parce que la production allemande peut être achetée dans d'autres pays.

Que ceux-ci suivent la même politique et ce sera alors une course à la baisse du coût du travail ... qui, au final, ne conduira qu'à une gigantesque crise de surproduction.

C'est un véritable cercle vicieux dont il faudra bien sortir.

Est-ce aussi illusoire que cela que de vouloir taxer de tels produits importés?

Quitte à remettre en cause la "constitution européenne" que les Français ont d'ailleurs rejetée en 2005?

Adhérez au PCF ! Faites le choix de la lutte !

NOM:.....Prénom.....

Adresse:.....

Téléphone/Courrier électronique:.....

RENOYER A PCF ,